

L'Observatoire du patrimoine religieux estime que 2.500 à 5.000 églises sont menacées de démolition d'ici 2030

Aléteia – La sécularisation de la France associée à un manque de moyens accélère la détérioration du patrimoine religieux français. C'est le constat alarmant posé par Pierre Ouzoulias et Anne Ventalon, respectivement sénateur PCF des Hauts-de-France et sénatrice LR de l'Ardèche, dans un rapport présenté mercredi 6 juillet sur le patrimoine religieux français. L'état des églises à travers la France est très variable en fonction des situations. Les églises construites avant 1905 et qui appartiennent aux collectivités locales sont en bien meilleur état que celles détenues par l'Église construites après cette date.

En effet, les premières ont plus de moyens pour conduire les travaux nécessaires à la restauration des édifices religieux. Les églises les plus menacées sont plus particulièrement celles datant du XXe siècle pour leur faible intérêt culturel et leurs matériaux de mauvaise qualité, rendant les frais de restauration particulièrement onéreux. Ainsi, l'Observatoire du patrimoine religieux estime que 2.500 à 5.000 édifices sont menacés de démolition d'ici 2030.

Si la menace qui pèse sur les églises est bien souvent le rachat par des particuliers ou des entreprises qui les transforment par la suite en logement, en bar ou bibliothèque, comme dans de nombreux pays anglo-saxons, la France est épargnée par ce genre de pratiques. Depuis 1905, « seules » 250 églises communales ou diocésaines, soit 0,6% de l'ensemble du patrimoine religieux catholique, ont été rachetées et transformées par des particuliers, ont indiqué les sénateurs lors de la présentation citant des chiffres de la Conférence des évêques de France. « *Les élus sont attachés à leur église. Vendre serait vécu comme un échec* », affirme Pierre Ouzoulias, sénateur PCF des Hauts-de-France et rapporteur de la mission d'information. Ce dernier rappelle d'ailleurs que les monuments religieux font la richesse de la France, et en particulier de ses territoires ruraux : « *Il faut cesser de concevoir le patrimoine comme une dépense mais comme un investissement. Le patrimoine n'est pas une charge que l'on ne serait pas capable d'assumer mais une chance pour notre pays.* »

(...) Lire la suite sur [Aléteia](#) (via [Fdesouche](#)) / [illustration](#)